

Documents d'information
SG/Inf(2022)33

16 septembre 2022

Rapport de la mission d'information en République de Moldova de
Mme Leyla Kayacik,
Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les
réfugiés,
13-14 juin 2022

Table des matières

I.	INTRODUCTION.....	3
I.1.	Contexte de la mission	3
I.2.	Dates de la mission et composition de la délégation	4
I.3.	Réunions et sites visités	4
II.	ACCÈS AUX PROCÉDURES DE PROTECTION	5
II.1.	Chiffres et données	5
II.2.	Cadre législatif.....	7
III.	INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET ACCÈS AUX SERVICES.....	9
III.1.	Accès au logement.....	10
III.2.	Accès aux soins de santé	12
III.3.	Accès à l'éducation.....	13
III.4.	Accès au marché du travail	15
IV.	PERSONNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ.....	16
IV.1.	Enfants.....	16
IV.1.1.	Enfants non accompagnés et séparés	18
IV.2.	Roms	19
IV.3.	Personnes handicapées.....	19
V.	PRÉVENTION, DÉTECTION ET PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS.....	20
V.1.	Violence fondée sur le genre.....	20
V.2.	Traite des êtres humains.....	23
VI.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	24
	ANNEXE : PROGRAMME DE LA VISITE	26

I. INTRODUCTION

I.1. CONTEXTE DE LA MISSION

1. L'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, commencée le 24 février 2022, a entraîné la plus grande crise de déplacement humain dans l'Europe d'aujourd'hui. En quelques jours, des millions de personnes ont quitté le pays en quête de sécurité dans les pays voisins et au-delà. À la fin du mois de juin 2022, un total de 8,4 millions de passages de frontières depuis l'Ukraine avait été enregistré, ainsi que 3,1 millions de passages de frontières de retour vers l'Ukraine¹.
2. La Représentante spéciale de la Secrétaire Générale (RSSG) sur les migrations et les réfugiés a convoqué une réunion extraordinaire du Réseau des correspondants sur les migrations du Conseil de l'Europe (CdE) le 9 mars 2022, afin d'obtenir des informations sur la situation des personnes fuyant l'Ukraine. Cette réunion a donné l'opportunité de souligner la nécessité de protéger les personnes en situation de vulnérabilité contre les abus, l'exploitation et la traite des êtres humains. Les besoins supplémentaires en termes d'accès aux soins de santé, y compris de soutien adéquat pour l'assistance psychologique, l'accès à l'éducation, l'intégration linguistique et l'accès au marché du travail ont également été soulignés par les correspondants sur les migrations.
3. Le 24 mars 2022, la RSSG a convoqué une réunion du Groupe de coordination intersecrétariat sur les migrations du CdE, afin de discuter de la manière dont l'Organisation peut répondre au mieux aux besoins des réfugiés d'Ukraine qui ont été identifiés par les correspondants, et afin de coordonner les activités du CdE pour fournir une assistance adéquate sur le terrain, conformément au mandat du CdE et dans le cadre du Plan d'action sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe 2021-2025² (Plan d'action). En outre, la RSSG a organisé une réunion en ligne le 8 avril 2022 avec des représentants d'organisations internationales telles que le HCR, l'OIM, l'Unicef, l'OSCE/BIDDH et la FRA de l'UE. L'objectif principal de cette réunion était d'échanger des informations sur les actions menées par ces organisations internationales dans le contexte de la crise en Ukraine et de déterminer comment le CdE, dans le cadre de son mandat, peut compléter au mieux les efforts en cours. La RSSG a également échangé sur ce sujet avec des représentants de la société civile le 5 avril 2022, lors de la session de printemps de la Conférence des OING du CdE.
4. Sur la base des résultats de ces réunions et conformément à son mandat³ et au Plan d'action du CdE sur les migrations, la RSSG a décidé d'effectuer des missions d'information dans les États membres voisins de l'Ukraine. Avant la visite en République de Moldova, la RSSG a effectué des missions d'information en République slovaque (2-4 mai 2022), en République tchèque (4-6 mai 2022) et en Pologne (30 mai-3 juin 2022).

¹ Source : [HCR : Situation en Ukraine - Réfugiés d'Ukraine à travers l'Europe \(du 29 juin 2022\)](#), disponible uniquement en anglais). "Ces chiffres reflètent les mouvements transfrontaliers (et non les individus). Les mouvements de retour vers l'Ukraine peuvent être pendulaires et n'indiquent pas nécessairement des retours durables car la situation à travers l'Ukraine reste très volatile et imprévisible".

² [Plan d'action sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations](#)

³ [Mandat de la RSSG sur les migrations et les réfugiés](#)

I.2. DATES DE LA MISSION ET COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION

5. Ce rapport a été préparé suite à la visite de la RSSG en République de Moldova les 13 et 14 juin 2022. Il donne un aperçu de la situation des personnes en provenance d'Ukraine en République de Moldova, sur la base des observations de la délégation de la RSSG. La mission avait pour but de donner suite à la réunion extraordinaire du 9 mars 2022 du Réseau des correspondants sur les migrations du CdE qui a identifié la nécessité d'une contribution du CdE à la protection des personnes les plus vulnérables fuyant l'Ukraine – à savoir les femmes, les enfants non accompagnés et séparés, et les personnes âgées - contre les abus, la violence, l'exploitation et la traite des êtres humains.
6. La mission visait également à identifier les défis sur le terrain et la réponse apportée par les autorités moldaves, ainsi qu'à évaluer les besoins des réfugiés d'Ukraine, en mettant l'accent sur les personnes vulnérables.
7. Compte tenu du risque accru de traite⁴, la délégation de la RSSG comprenait un membre du Groupe d'experts du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA), la Dr la Dadunashvili, qui a apporté une expertise thématique sur cette question importante. Mme Janeta Hanganu, juriste au Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, Mme Carolina Lasén Diaz, conseillère juridique au Bureau de la RSSG, et Mme Päivi Suhonen, chargée de communication au Bureau de la RSSG, ont toutes assisté la RSSG, Mme Leyla Kayacik, lors de sa visite d'information en République de Moldova.
8. La RSSG tient à remercier le personnel du Bureau du CdE à Chişinău, et en particulier le chef de bureau, M. William Massolin, pour tout le soutien apporté tant lors de la préparation que de la tenue de la visite.

I.3. RÉUNIONS ET VISITES

9. À Chişinău, la RSSG et sa délégation ont rencontré Mme Jana Costachi, Secrétaire d'État au ministère des Affaires Intérieures, M. Anatolie Topală, Ministre de l'Éducation et de la Recherche, M. Dumitru Udrea, Secrétaire général de la Chancellerie d'État, le colonel Adrian Efros, Chef du Centre de gestion des crises, M. Ruslan Bolbocean, Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, M. Eduard Serbenco, Secrétaire d'État au ministère de la Justice, M. Ion Prisăcaru, Secrétaire d'État au ministère de la Santé et M. Tudor Mancaş, Secrétaire général au ministère du Travail et de la Protection sociale. La RSSG a également eu l'occasion de rencontrer M. Ceslav Panico, Avocat du Peuple (Médiateur) et Mme Maia Bănărescu, Avocate du Peuple pour les droits de l'enfant.
10. La délégation de la RSSG a eu un échange de vues avec des représentants du HCR, de l'Unicef et de l'ICMPD à Chişinău, ainsi qu'avec le chef du bureau de Kiev de la DG pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) de la Commission européenne. La RSSG a également rencontré les ONG suivantes: le Centre de Charité pour les Réfugiés, Concordia Moldova, La Strada Moldova, le Centre national pour la prévention des abus envers les enfants et Caritas Moldova.

⁴ [Les États doivent agir de toute urgence pour protéger les réfugiés fuyant l'Ukraine contre la traite des êtres humains - Actualités \(coe.int\)](#)

11. La RSSG a visité le point de passage frontalier de Palanca, y compris le centre d'hébergement d'urgence situé à proximité et la gare routière assurant les transferts vers Chişinău et la Roumanie. La RSSG a également visité le centre d'hébergement pour réfugiés MoldExpo à Chişinău.
12. Le soutien des autorités, en particulier du ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, a été très apprécié dans l'organisation de la visite de la RSSG en République de Moldova. La RSSG souhaite également exprimer sa gratitude à la Secrétaire d'État, Mme Jana Costachi, pour les dispositions prises afin de faciliter la visite du poste frontière de Palanca et des installations voisines pour les réfugiés arrivant d'Ukraine.
13. Le programme de la mission d'information figure à l'annexe du présent rapport.

II. ACCÈS À LA PROTECTION

II.1. CHIFFRES ET DONNÉES

14. La République de Moldova est un pays voisin de l'Ukraine et le seul qui ne soit pas membre de l'Union européenne (UE)⁵, mis à part la Fédération de Russie et le Bélarus. La République de Moldova a la deuxième plus grande frontière avec l'Ukraine : 1 222 km, dont 453 km qui ne sont pas sous le contrôle des autorités constitutionnelles moldaves⁶.
15. En outre, la République de Moldova est le pays voisin qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés en provenance d'Ukraine par rapport à la taille de sa population (moins de trois millions)⁷. Du 24 février 2022 à la mi-juin 2022, environ 500 000 personnes en provenance d'Ukraine sont entrées en République de Moldova⁸. Cela représente plus de six fois plus d'entrées en Moldova qu'en 2021 (avec environ 70 000 entrées)⁹.
16. La loi martiale interdisant aux hommes (entre 18 et 60 ans) de quitter l'Ukraine a eu pour conséquence que les femmes, enfants, personnes âgées et autres personnes ayant besoin d'une aide urgente constituent environ 90 % des personnes qui fuient l'Ukraine.
17. La République de Moldova n'a pas été un pays de destination pour les réfugiés auparavant. Comme l'ont indiqué les autorités moldaves, avant le 24 février 2022 il y avait 400 demandeurs d'asile dans le pays. Cependant, plus de 8 000 demandes d'asile ont été enregistrées dans le pays depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine, alors que les moyennes annuelles précédentes étaient d'environ 100 demandes¹⁰.

⁵ La République de Moldova a déposé une demande d'adhésion à l'UE le 3 mars 2022. La [résolution](#) du Parlement européen [du 5 mai 2022 - "État de la coopération entre l'UE et la Moldavie"](#) - a salué la demande d'adhésion de la République de Moldova à l'UE et a appelé les institutions de l'UE à lui accorder le statut de candidat à l'UE, qui lui a été accordé le 23 juin 2022 par le [Conseil européen](#). L'Ukraine a également obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'UE à la même occasion.

⁶ Source : " *Non-paper on Situational Analysis in Home Affairs due to the war in Ukraine* ", ministère des Affaires Intérieures, République de Moldova (envoyé au bureau du RSSG le 21 juin 2022)

⁷ Id.

⁸ Les données de la mi-août 2022 indiquent plus de 573 000 passages de frontières. Source : HCR, [Ukraine Refugee Situation](#) (disponible uniquement en anglais)

⁹ Voir n.7 ci-dessus.

¹⁰ Id.

18. Le HCR a établi des "couloirs verts", en coopération avec le gouvernement de la République de Moldova, l'OIM et d'autres agences humanitaires, afin d'assurer le passage en toute sécurité des réfugiés souhaitant se rendre dans l'UE. Le Programme de transfert aérien permet aux réfugiés vulnérables de voyager gratuitement par avion directement de la République de Moldova vers certains pays de l'UE.
19. Le 17 mars 2022, l'UE a signé un accord juridiquement contraignant avec la République de Moldova sur la coopération en matière de gestion des frontières entre les gardes-frontières moldaves et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex). Le plan opérationnel signé a permis le démarrage d'une opération conjointe de Frontex visant à aider les autorités moldaves dans le traitement des personnes franchissant la frontière entre l'Ukraine et la Moldova. Le 28 juin 2022, Frontex et les autorités moldaves ont organisé une conférence internationale pour discuter de l'évolution de la situation aux frontières moldavo-ukrainiennes suite à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et des défis liés au renforcement de la gestion des frontières dans un contexte de crise sécuritaire.
20. À la fin du mois de juin 2022, 59 agents de Frontex avaient été déployés en République de Moldova. La RSSG a eu l'occasion d'échanger brièvement avec plusieurs d'entre eux au point de passage frontalier de Palanca. Ils ont confirmé l'absence de préoccupations sérieuses concernant la traite des êtres humains à cette frontière.
21. Le 24 mai 2022, l'Agence européenne pour l'asile (AUEA) a annoncé qu'elle envoyait un petit contingent de personnel pour soutenir la République de Moldova face à l'afflux de personnes fuyant l'Ukraine. Il s'agissait du premier déploiement de personnel de l'AUEA dans un pays non-membre de l'UE, lequel comprenait six personnes dans le cadre du Programme de transfert de l'UE, ainsi que du personnel de sécurité.
22. Au moment de la mission d'information de la RSSG, environ 85 000 réfugiés d'Ukraine demeuraient en République de Moldova, dont 70 % dans les environs de la municipalité de Chişinău et 30 % dans d'autres régions. Plus de 3 600 personnes ayant fui l'Ukraine et demeurant en République de Moldova étaient des ressortissants de pays tiers. La moitié de celles qui sont restées en Moldova (47 000) sont des enfants¹¹. La RSSG a été informée que sur ces 47 000 enfants, 20 000 avaient moins de 6 ans et que beaucoup avaient besoin d'une attention particulière.
23. Au moment de la visite, il y avait environ 2 000-2 200 passages de frontière par jour (1 000 entrants et 1 200 sortants), contre 13 000 entrants lorsque l'agression russe contre l'Ukraine a commencé. Au 1er juillet 2022, les données du HCR et du gouvernement moldave faisaient état de plus de 154 000 passages de frontière de la République de Moldova vers l'Ukraine (depuis le 28 février 2022)¹². Cela s'inscrit dans une tendance plus large de retours en Ukraine au cours des derniers mois : plus de trois millions de personnes qui ont fui l'Ukraine après le début de l'agression sont rentrées en Ukraine (données du 1er juillet 2022)¹³. Lors de sa visite au poste frontière de Palanca, la RSSG a été informée qu'environ 15 à 20 hommes arrivaient chaque jour de la région transnistrienne de la République de Moldova, prétendant être des réfugiés ukrainiens.
24. Les autorités moldaves ont informé la RSSG que l'une de leurs principales priorités était la préparation d'un plan de contingence au niveau national, pour environ 500 000 personnes supplémentaires arrivant d'Ukraine, avec une estimation qu'environ 250 000 d'entre elles pourraient rester en République de Moldova.

¹¹ Voir n.7.

¹² Source : HCR, Bureau régional pour l'Europe, Situation en Ukraine, Flash Update #19, du 1er juillet 2022.

¹³ Id.

25. La Chancellerie d'État a mis en place un Centre unique pour la gestion de la crise des réfugiés, qui fait office de mécanisme de coordination et était dirigé, au moment de la visite, par le colonel Adrian Efros.
26. La République de Moldova n'avait jamais été confrontée à une crise similaire et le pays n'était donc pas préparé à l'afflux imprévu et exceptionnel de réfugiés en provenance d'Ukraine. Cependant, dès le début, les autorités moldaves ont mobilisé des ressources et uni leurs efforts dans une réponse remarquable pour fournir une assistance immédiate aux personnes fuyant l'Ukraine.

II. 2. CADRE LÉGISLATIF

27. Le Parlement de la République de Moldova a déclaré l'état d'urgence le 24 février 2022¹⁴, pour une durée de 60 jours, qui a été initialement prolongée le 21 avril 2022¹⁵ au 23 juin 2022. Une deuxième prolongation a été décidée le 23 juin 2022 par le Parlement moldave jusqu'au 7 août 2022¹⁶ "en tenant compte de la situation liée à la sécurité régionale et de la menace pour la sécurité nationale". Le 28 juillet 2022, le Parlement moldave a décidé de prolonger à nouveau l'état d'urgence pour 60 jours supplémentaires, avec effet au 8 août 2022¹⁷.
28. Les décisions sur l'état d'urgence font référence à l'habilitation de la Commission pour les situations exceptionnelles à émettre des dispositions et des directives, qui sont obligatoires et exécutoires, pour mettre en œuvre un certain nombre de mesures pendant l'état d'urgence¹⁸.
29. Les décisions parlementaires relatives à l'état d'urgence en République de Moldova ont été notifiées au Conseil de l'Europe, conformément à l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme et dans la mesure où elles dérogent à certaines dispositions de la Convention et de ses Protocoles.¹⁹
30. Les lois les plus pertinentes sont les suivantes : la loi n° 200/2010 sur les étrangers, la loi n° 270/2008 sur l'asile, la loi n° 274/2012 sur l'intégration des étrangers en République de Moldova et la loi n° 140/2013 sur la protection spéciale des enfants à risque et des enfants séparés de leurs parents.

¹⁴ [Décision du Parlement n°41/2022, sur la déclaration de l'état d'urgence](#) (disponible uniquement en anglais)

¹⁵ [Décision du Parlement n° 105/2022, du 21 avril 2022, sur la prolongation de l'état d'urgence](#) (disponible uniquement en anglais)

¹⁶ [Décision du parlement n° 163/2022, du 23 juin 2022, sur la prolongation de l'état d'urgence](#). (disponible uniquement en anglais)

¹⁷ [MOLDPRES News Agency - L'état d'urgence est prolongé de 60 jours en République de Moldova, Décision parlementaire n° 245, du 28 juillet 2022](#) (disponibles uniquement en anglais)

¹⁸ Certaines des mesures incluses sont : "un régime spécial pour l'entrée et la sortie du pays" ; pour "la circulation sur le territoire du pays" ; "l'expulsion du territoire des personnes dont la présence peut affecter la garantie de l'ordre public et de la sécurité" ; "des mesures pour la gestion des flux migratoires" ; et "l'accès et la gestion de l'assistance internationale pendant la durée de l'état d'urgence".

¹⁹ Ces mesures, de "nature humanitaire, économique, énergétique et militaire " sont considérées par les autorités moldaves comme " essentielles et critiques pour la protection de la sécurité nationale " en raison de la poursuite de la guerre sur le territoire de l'Ukraine et dans un contexte de " menaces majeures pour la sécurité nationale à proximité immédiate de la frontière terrestre entre la République de Moldova et l'Ukraine ". Voir la [communication contenue dans la Note Verbale n° FRA-CoE/352.2/258 de la Représentation permanente de la République de Moldova auprès du Conseil de l'Europe](#), datée du 28 juin 2022.

31. La République de Moldova ayant été un pays de transit pour de nombreuses personnes fuyant l'Ukraine et un pays de destination temporaire pour d'autres, les plans initiaux étaient axés sur la protection des personnes en déplacement. Cependant, des plans sont en cours pour prendre en compte les besoins d'intégration à plus long terme des personnes qui ont décidé de rester dans le pays. Il s'agit notamment de leur accorder un statut juridique.
32. Dans des conditions normales, les ressortissants ukrainiens sont exemptés de l'obligation de visa pour entrer en République de Moldova pour des séjours allant jusqu'à 90 jours. Un certain nombre de dérogations à la législation sur l'asile et les étrangers ont été accordées afin que les personnes fuyant l'Ukraine puissent entrer et séjourner sur le territoire de la République de Moldova sans passeport et sans demander l'asile pour une durée maximale de 180 jours.
33. En l'absence d'un mécanisme de protection temporaire, les personnes fuyant l'Ukraine ont deux options : (i) demander l'asile, (ii) obtenir le droit de séjour en République de Moldova, actuellement disponible pour six mois et qui donne accès à l'éducation, au marché du travail, aux soins de santé primaires et d'urgence.
34. La RSSG a été informée qu'un projet de décision gouvernementale visant à accorder une protection temporaire à toutes les personnes fuyant l'Ukraine a été préparé et sera adopté à l'expiration de l'état d'urgence. Le ministre de l'Éducation a également informé la RSSG que la protection temporaire permettra aux enfants réfugiés d'être intégrés dans le système éducatif moldave.
35. Les représentants du ministère des Affaires intérieures ont informé la RSSG que le Bureau pour les migrations et l'asile (BMA) dispose des mêmes ressources budgétaires et humaines qu'avant l'agression russe contre l'Ukraine. De plus, les autorités moldaves ont souligné que parallèlement aux besoins de protection elles doivent également répondre aux préoccupations en matière de sécurité.
36. La RSSG a reconnu les efforts déployés par les autorités moldaves pour protéger les personnes fuyant l'Ukraine. Elle a souligné l'importance de leur fournir une protection juridique, y compris aux ressortissants non ukrainiens et aux apatrides, au-delà des mesures d'état d'urgence actuellement en place. Elle a également souligné l'importance de fournir des informations et une assistance juridiques précises et ponctuelles aux personnes fuyant l'Ukraine avec l'aide de juristes qualifiés. La RSSG s'est félicitée de l'accord conclu entre la Chancellerie d'État et le Barreau moldave pour fournir une aide juridique gratuite aux réfugiés et aux migrants.
37. Gardant à l'esprit la nécessité de doter les praticiens du droit des qualifications et des compétences nécessaires, le Conseil de l'Europe a mis en place en mars 2022 un certain nombre de « e-Desks HELP²⁰ » sur l'asile et les migrations en ligne, visant à faciliter l'accès aux informations pertinentes et à la formation des professionnels du droit et des fonctionnaires chargés des migrations sur le traitement efficace des affaires impliquant des réfugiés et des personnes déplacées, avec un accent particulier sur les réfugiés d'Ukraine. L'un de ces « e-Desks HELP » est disponible en langue roumaine. Ces « e-Desks » complètent les cours HELP nationaux existants sur "l'asile et les droits de l'homme", "les enfants réfugiés et migrants" et "la lutte contre la traite des êtres humains"²¹

²⁰ [Qu'est-ce que HELP? \(coe.int\)](#)

²¹ Voir les [e-Desks COEHELP sur l'asile/migration pour les avocats qui aident les personnes fuyant la guerre en Ukraine - Toutes les actualités](#) (disponible uniquement en anglais)

38. La RSSG invite les autorités de l'État et les praticiens concernés à diffuser les informations sur les cours HELP relatifs aux migrations et à l'asile, ainsi que sur le « e-Desk » sur les migrations et l'asile disponibles en langue roumaine. Elle encourage en outre les praticiens du droit à utiliser ces ressources en ligne gratuites.
39. Des informations actualisées sur les nouveaux développements concernant l'adoption d'une nouvelle législation sur la protection temporaire des personnes fuyant l'Ukraine et le plan de contingence qui était en cours de préparation au moment de la visite de la RSSG seraient les bienvenues.

III. INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET ACCÈS AUX SERVICES

40. Les personnes entrant en République de Moldova reçoivent un numéro d'identification qui leur donne accès aux mêmes services que les citoyens moldaves, tels que l'éducation, les soins de santé et l'emploi.
41. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), avec le soutien du HCR, fournit une aide financière aux réfugiés d'Ukraine - les ressortissants ukrainiens et les ressortissants de pays tiers qui résidaient en Ukraine peuvent recevoir 120 dollars US par mois pour chaque membre de la famille, pendant six mois. Au moment de la mission, cette assistance financière en espèces était reçue par 60 000 personnes. Le représentant du HCR a indiqué que cette initiative permet également d'entrer en contact avec les personnes arrivant d'Ukraine et de recueillir des informations sur leur situation et leurs besoins.
42. Le HCR et le gouvernement de la République de Moldova ont mis en place une ligne d'assistance téléphonique (0800-800-11) que les réfugiés d'Ukraine peuvent utiliser pour poser toute question, déposer des plaintes ou faire des suggestions. Le "numéro vert" offre des informations aux réfugiés et aux communautés d'accueil qui cherchent de l'aide. Il est opérationnel tous les jours de 8h à 22h et disponible en quatre langues : roumain, russe, ukrainien et anglais.
43. Le 25 février 2022, la République de Moldova a activé le Mécanisme de protection civile de l'UE pour aider les personnes venant d'Ukraine²², en allouant 13 millions d'euros d'aide humanitaire pour assister les civils touchés par la guerre en Ukraine. Ces fonds permettent de fournir de la nourriture, de l'eau, des soins de santé et des abris. Dans le cadre de la Plate-forme de solidarité, coordonnée par la Commission européenne, six pays de l'UE se sont engagés à accueillir les 11 500 personnes qui transitent par la République de Moldova.
44. En avril 2022, la Capacité de réaction humanitaire européenne de l'UE a déployé une opération en République de Moldova mettant en place un entrepôt à Chişinău et livrant plus de 1 200 tentes et 4 000 couvertures pour les personnes venant d'Ukraine. En outre, 18 États membres de l'UE et la Norvège ont offert une aide en nature à la Moldova par le biais du Mécanisme de protection civile de l'UE, notamment des articles d'hébergement, de l'aide médicale, de la nourriture et des fournitures d'énergie²³.
45. L'ONG Centre juridique des avocats surveille six points de passage frontaliers et fournit une assistance juridique dans les centres d'hébergement pour réfugiés à Chişinău et au-delà, ainsi qu'aux réfugiés d'Ukraine séjournant dans des logements privés. Le Centre juridique a également formé les agents de la police des frontières aux droits des réfugiés, au droit d'asile et à l'identification des vulnérabilités.

²² Voir sur <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership/moldova/>

²³ Voir le [communiqué de presse de la Commission européenne](#) du 12 avril 2022.

46. Le plan de contingence en cours d'élaboration (voir paragraphe 24 ci-dessus) portera sur les capacités et les besoins institutionnels et financiers de toutes les parties prenantes, dans le but de mettre en place deux types d'assistance pour les personnes en provenance d'Ukraine : celle d'urgence (à l'entrée, en transit et à la sortie), et un ensemble intégré de services pour les personnes restant en République de Moldova.
47. La RSSG a été informée d'une proposition de création d'un groupe de travail à la Chancellerie d'État pour suivre la situation des réfugiés d'Ukraine. Des informations actualisées sur cette initiative seraient les bienvenues.

III.1. ACCÈS AU LOGEMENT

48. Les centres d'accueil sont organisés par l'Agence nationale d'assistance sociale (ANAS), qui dépend du ministère du Travail et de la Protection sociale, et ils doivent se conformer à une série d'exigences approuvées par l'ANAS. Il existait initialement 93 centres d'accueil pour les réfugiés (d'abris pour 20 personnes à des centres beaucoup plus grands) ; nombre d'entre eux étaient gérés par les autorités locales et les ONG.
49. Le Centre unique de gestion des crises pour les réfugiés gère ses propres centres d'accueil, principalement pour les personnes handicapées, les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de trois ans et les personnes gravement malades.
50. Le ministère des Affaires intérieures gère deux centres d'hébergement spéciaux (pour les demandeurs d'asile, et un centre de détention pour les migrants). Le ministère a également mis en place un centre d'assistance provisoire à la frontière (à Palanca), qui fournit une aide immédiate aux personnes en provenance d'Ukraine souhaitant se rendre dans l'UE, et un autre dans le village de Calarașovca. Deux autres centres provisoires ont également été mis en place.
51. L'Arrêté n° 1 de la Commission des situations d'urgence du 24 février 2022, a mis en place des centres provisoires susmentionnés pour gérer l'afflux de personnes fuyant l'Ukraine. Il a également établi que les autorités locales, les institutions publiques, les entreprises publiques et les syndicats identifieraient et mettraient à disposition des installations pouvant être utilisées comme centres de placement provisoires pour accueillir les réfugiés d'Ukraine. L'ANAS a préparé les règles de fonctionnement des centres et les a approuvées, après examen des demandes reçues.
52. Le ministère du Travail et de la Protection sociale a publié l'Arrêté n° 21/2022, du 26 mars 2022, qui réglemente l'organisation et le fonctionnement des centres de placement temporaire pour les réfugiés, et inclut également des règles relatives au personnel et aux dépenses. Cet arrêté fixe des standards minimaux et réglemente le fonctionnement des centres de placement temporaire.
53. Au moment de la mission, il y avait un total de 87 centres (y compris ceux gérés par le ministère du Travail et de la Protection sociale), avec une capacité totale de 8 822 places et un taux d'occupation de 60%, avec plus de 4 000 personnes.

54. Cependant, 90 % des personnes entrant en République de Moldova depuis l'Ukraine sont accueillies par des familles. Une aide en espèces est fournie à ces familles moldaves : 190 dollars des États-Unis, à deux reprises, tandis qu'un troisième versement était envisagé au moment de la mission. La RSSG a été informée qu'environ 10 000 familles qui accueillent des réfugiés d'Ukraine reçoivent une aide en espèces du PAM. Cette aide en espèces permet également aux organisations internationales d'enregistrer les personnes fuyant l'Ukraine ainsi que de déterminer leurs besoins particuliers et leurs vulnérabilités.
55. Les enfants non accompagnés sont hébergés temporairement dans des centres d'accueil, avec des services de soutien adaptés aux enfants. Au moment de la mission, la RSSG a été informée que six enfants non accompagnés étaient intégrés dans des services de type familial.
56. L'Avocat du Peuple²⁴ a soulevé des inquiétudes concernant la protection des réfugiés d'Ukraine logés par des particuliers, en alertant sur les risques possibles d'exploitation et de traite d'êtres humains. Les questions relatives à l'accréditation et à l'accès aux centres d'hébergement pour les personnes fuyant l'Ukraine gérés par des organisations religieuses ont également été soulevées. En ce qui concerne les centres d'hébergement pour les enfants d'Ukraine non accompagnés, l'Avocate du Peuple pour les droits de l'enfant a informé la RSSG que son Bureau avait l'intention d'effectuer des visites de ces centres la semaine suivant la mission de la RSSG, en juin 2022.
57. L'Avocat du Peuple a également informé la RSSG des difficultés rencontrées en ce qui concerne l'hébergement dans les centres d'accueil de personnes non-Ukrainiennes. De plus, il a indiqué qu'aucun centre d'hébergement ne fournit d'installations adéquates pour les personnes handicapées.
58. Le représentant d'une ONG rom a informé la RSSG que la semaine précédente, il s'était rendu à Ungheni (dans l'ouest du pays), où un groupe de 50 Roms qui avaient fui l'Ukraine devaient payer un loyer pour leur logement, car ils n'avaient pas été admis dans les centres d'hébergement pour réfugiés. En outre, le Centre européen des droits des Roms (CEDR) a signalé que des milliers de Roms fuyant l'Ukraine ont été victimes de ségrégation et de mauvaises conditions dans les centres d'accueil, et que nombre d'entre eux n'avaient pas les documents qui leur permettraient de se rendre dans les pays de l'UE²⁵. Le CEDR surveille à la fois les conditions et la nature ségrégationniste de ces centres.
59. Lors de la visite du centre d'hébergement MoldExpo qui accueille des familles, des femmes avec enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, ainsi que des Roms (mais pas d'hommes célibataires), la RSSG a observé que la nature ouverte des logements, avec des cloisons de type cabines dotées de portes en tissu et de chambres pouvant accueillir la plupart du temps un seul lit, et le manque d'intimité qui en découle, tel que signalé par certains des résidents, ne les rend pas adaptés aux longs séjours.
60. Le directeur de MoldExpo a expliqué que de nombreux réfugiés étaient là depuis plus de deux mois et que la présence de Roms avait créé des tensions supplémentaires parmi les résidents, qui ont appelé la police en cas de vol et ont accusé les Roms du centre.

²⁴ Avocat du Peuple (Ombudsman), Ceslav Panico, [Rapport n° 1 sur le contrôle du respect des droits des étrangers d'Ukraine dans le cadre de l'état d'urgence pour la période du 25 février au 30 avril 2022](#) (daté du 18 mai 2022). Voir les sections 2.4 et 2.5 sur l'hébergement (disponible en anglais, roumain, ukrainien, russe)

²⁵ Nouvelles de l'ERRC du 25 avril 2022 : "[Ségrégation et conditions de vie inférieures aux normes : Des familles roms coincées dans les limbes de la République de Moldova](#)" (disponible uniquement en anglais et roumain)

61. La RSSG a souligné la nécessité de surveiller l'hébergement en famille des adultes et des enfants non accompagnés fuyant l'Ukraine, y compris le respect des normes requises. Elle a invité les autorités à examiner si les règles d'hébergement de l'ANAS doivent être révisées ou adaptées à l'évolution de la situation. La RSSG encourage également les autorités à veiller à ce que les centres d'hébergement pour réfugiés respectent les standards minimaux fixés et traitent tous les réfugiés de manière égale, quelle que soit leur origine.

III.2. ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

62. Les ONG ont informé la RSSG de la différence d'accès aux soins de santé entre les réfugiés d'Ukraine et les demandeurs d'asile. Les premiers ont un accès plus rapide à l'assurance maladie, tandis que les seconds n'obtiennent qu'un permis d'un mois et aucune assurance médicale, sans possibilité d'en acheter une (bien qu'ils obtiennent une assurance médicale lorsqu'ils trouvent un emploi). Des organisations internationales auraient proposé de couvrir les coûts des régimes d'assistance/assurance médicale pour les demandeurs d'asile, sans recevoir le feu vert des autorités moldaves.

63. Au cours de sa visite, la RSSG a été informée de la décision du ministère de la Santé de fournir à tous les réfugiés d'Ukraine un accès gratuit à l'assistance médicale, sans avoir à souscrire une assurance maladie. Le ministère a mis à disposition des groupes médicaux mobiles pour entrer aux postes de contrôle frontaliers, ainsi que pour être présents dans les camps de réfugiés et les centres d'hébergement. Les soins de santé immédiats, y compris les urgences, les traumatismes et les soins de santé primaires, sont fournis gratuitement aux personnes fuyant l'Ukraine.

64. Des services de vaccination gratuits sont fournis aux enfants d'Ukraine, y compris les vaccins de routine comme ceux contre la rougeole, les oreillons et la rubéole, la poliomyélite, la diphtérie et le tétanos. En outre, plus de 1 100 réfugiés adultes en provenance d'Ukraine ont été vaccinés contre la Covid-19 lorsqu'ils résidaient en République de Moldova ou y transitaient.

65. Le 11 mai 2022, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a approuvé près de deux millions d'euros de subventions de son Fonds pour les migrants et les réfugiés (FMR) pour aider les personnes fuyant l'Ukraine et arrivant dans quatre pays européens²⁶. La République de Moldova²⁷ a été l'un des quatre bénéficiaires de ces subventions, et le ministère de la Santé a reçu 900 000 euros pour financer des services de soins de santé immédiats et urgents pour les réfugiés d'Ukraine.

66. L'un des principaux défis signalés à la RSSG était la poursuite du traitement de maladies chroniques, telles que le diabète, les maladies cardio-vasculaires, les traitements oncologiques et la dialyse. Les autorités moldaves ont demandé le soutien des organisations internationales et de l'UE pour traiter cette question et le système européen de protection civile a été utilisé pour évacuer certaines des personnes atteintes de maladies chroniques arrivant d'Ukraine. Vingt-huit personnes ont été évacuées vers des pays de l'UE pour poursuivre leur traitement, avec le soutien des plateformes de l'UE, tandis que 50 autres ont été évacuées vers l'UE avec le soutien d'organisations internationales ou d'ONG.

²⁶ Voir le communiqué de presse sur <https://coebank.org/fr/news-and-publications/news/ceb-approves-almost-2-million-to-help-refugees-from-ukraine/>

²⁷ En mars 2022, la CEB a approuvé l'octroi de 3,1 millions d'euros à cinq bureaux nationaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dont celui de la République de Moldova.

67. Au moment de la mission, certaines organisations internationales couvraient les coûts de certains services médicaux importants : le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) couvrait les coûts liés à la grossesse et aux nouveau-nés, l'Unicef couvrait l'assistance médicale des enfants (à partir de juin 2022) et l'OIM couvrait certains coûts de médicaments oncologiques et d'hémodialyse.
68. Les autorités moldaves ont informé la RSSG d'une dépense mensuelle d'environ un million d'euros pour l'assistance médicale aux réfugiés d'Ukraine, ce qui représente une charge pour leur système national de santé. Toute l'aide reçue des organisations internationales fait l'objet d'un accord avec la Compagnie nationale d'assurance et tous les coûts liés à l'assistance aux personnes fuyant l'Ukraine sont déclarés à cette compagnie et rigoureusement documentés.
69. Les ONG ont informé la RSSG qu'il existe une stigmatisation associée aux psychiatres et qu'au départ les personnes arrivant d'Ukraine ne voulaient pas accepter le soutien psychologique, mais cela a évolué avec le temps.
70. Le Groupe Pompidou du CdE a préparé des recommandations²⁸ sur la façon dont les gens peuvent mieux interagir et communiquer avec les personnes qui ont vécu une crise ou un événement difficile dans leur vie. Ces recommandations ont été élaborées à la demande du ministère ukrainien de l'Intérieur, à la lumière des situations traumatisantes vécues par la population ukrainienne, et sont disponibles en huit langues, y compris en roumain et en ukrainien²⁹.
71. Un événement pilote du CdE - "Séminaire sur le soutien psychologique aux réfugiés : Renforcer les capacités professionnelles" - a été organisé en République de Moldova les 14 et 15 juin 2022, à l'initiative de la RSSG et avec le soutien de la Direction des affaires politiques et des relations extérieures du CdE. Ce séminaire pilote a permis de renforcer les compétences des psychologues, enseignants et travailleurs sociaux afin de renforcer leurs capacités et apprendre à détecter les signes de traumatismes liés à la guerre chez les femmes et les enfants et les traiter de manière adéquate. Des demandes de suivi ont été formulées et d'autres événements sont envisagés.
72. Le CdE est prêt à soutenir les parties prenantes dans la détection rapide des traumatismes psychologiques chez les personnes fuyant l'Ukraine et à leur fournir une assistance appropriée, contribuant ainsi aux efforts continus des psychologues, psychiatres, travailleurs sociaux et éducateurs travaillant sur le soutien psychosocial et la réhabilitation des traumatismes.

III.3. ACCÈS À L'ÉDUCATION

73. Le ministre de l'Éducation a informé la RSSG du cadre qui permet l'intégration des enfants d'Ukraine dans les écoles maternelles et les écoles du système éducatif moldave, par le biais d'un Arrêté de la Commission des situations d'urgence.
74. Sur un total déclaré de 47 000 enfants d'Ukraine présents en République de Moldova au moment de la visite, 1 800 d'entre eux étaient inscrits dans des écoles. La plupart des enfants ukrainiens en âge d'être scolarisés en République de Moldova ont continué à suivre le programme ukrainien en ligne, étant donné l'incertitude de la situation et la nécessité de terminer l'année scolaire.

²⁸ Voir [Premiers secours psychologiques pour les Ukrainiens - Newsroom \(coe.int\)](https://rm.coe.int/for-helpers-ro-web/1680a5c955)

²⁹ <https://rm.coe.int/for-helpers-ro-web/1680a5c955> (en roumain), et <https://rm.coe.int/for-helpers-ukr-web/1680a5c95b> (en ukrainien)

75. Les autorités moldaves ont déclaré avoir enregistré environ 8 000 enfants originaires d'Ukraine, principalement par le biais de contacts avec les établissements scolaires locaux ou avec les autorités municipales. Elles ont également indiqué qu'environ 20 000 des 47 000 enfants d'Ukraine présents en Moldova étaient âgés de moins de 6 ans, et donc en âge préscolaire.
76. L'Avocate du Peuple pour les droits de l'enfant en République de Moldova a souligné l'obligation pour tous les enfants d'être inscrits à l'école en République de Moldova, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de ce droit que son bureau effectue. Les systèmes éducatifs des deux pays étant différents (il y a douze classes en Moldova et dix en Ukraine), il peut être difficile de placer les enfants dans la classe correspondante.
77. La RSSG a été informée que des services psychopédagogiques étaient fournis dans les centres d'hébergement pour réfugiés, et que des formations pour les enseignants avaient été organisées afin qu'ils puissent apprendre les spécificités du travail avec les enfants réfugiés.
78. Les autorités moldaves se sont inquiétées de la nécessité pour les évaluations de faire des plans appropriés pour l'année scolaire qui commencera en septembre 2022, y compris la probabilité que beaucoup plus d'enfants d'Ukraine soient intéressés par l'éducation en République de Moldova, et pour laquelle ils devront apprendre la langue roumaine. Pour cela, la coopération avec d'autres ministères est nécessaire pour que davantage d'enfants d'Ukraine vivant en République de Moldova soient identifiés et localisés. Les autorités moldaves ont reconnu que l'intégration linguistique de ces enfants, surtout dans les zones rurales, doit faire l'objet d'une attention supplémentaire - et donc que le système éducatif moldave doit être renforcé.
79. Avec plus de 200 demandes déposées par des jeunes d'Ukraine intéressés à passer des examens d'admission dans des universités ukrainiennes, les autorités moldaves ont soutenu le ministère ukrainien de l'Éducation dans la mise en place de centres d'examen d'admission pour les tests en ligne, conformément aux exigences du système éducatif ukrainien.
80. La priorité pour les autorités moldaves est d'intégrer les enfants d'Ukraine dans le système éducatif moldave, ce qui est mieux pour la socialisation et l'inclusion. En même temps il s'est avéré difficile d'assurer l'intégration des enfants réfugiés dans les zones rurales en raison du manque de possibilités de scolarisation en ukrainien/russe. Cependant, l'option de l'enseignement en ligne en ukrainien ainsi que la possibilité d'impliquer des réfugiés ukrainiens comme enseignants en République de Moldova sont considérées comme secondaires et ne peuvent être maintenues dans le temps.
81. Le CdE met en œuvre le projet "Éducation à la démocratie en République de Moldova"³⁰ avec le financement de l'Agence suisse pour le développement et la coopération. Tous les enseignants moldaves d'éducation civique ont reçu une formation dans le cadre de ce projet et, juste après le début de l'agression russe contre l'Ukraine, une série d'ateliers en ligne d'une demi-journée a été organisée conjointement avec le ministère de l'Éducation et de la Recherche pour aider les enseignants à aborder la guerre à l'école (environ 1000 enseignants y ont participé). Au cours de l'été 2022, des modules sur l'éducation interculturelle dans le cadre des programmes existants de formation continue des enseignants ont été développés dans le cadre de ce projet, afin d'aider les enseignants à mieux intégrer les enfants ukrainiens réfugiés dans les écoles moldaves.

³⁰ [Voir "Éducation pour la démocratie en République de Moldova"](#)

82. Les autorités moldaves ont informé la RSSG qu'elles élaborent actuellement un programme complet d'apprentissage des langues pour les minorités et que les réfugiés pourraient également en bénéficier. Elles ont également exprimé leur intérêt pour les outils et l'expérience du CdE sur les méthodes d'enseignement des langues pour soutenir l'intégration linguistique des enfants réfugiés. Un éventuel projet pilote sur le soutien linguistique aux migrants est en cours de discussion entre le CdE et les autorités moldaves et vise à équiper les éducateurs travaillant avec des enfants ukrainiens des outils pertinents du CdE.
83. Le CdE dispose d'un site web dédié aux ressources axées sur les réfugiés d'Ukraine, y compris les enfants, géré par le Centre européen pour les langues vivantes (CELV)³¹. En outre, le projet du CdE sur l'intégration linguistique des migrants adultes (ILMA)³² fournit des lignes directrices et des ressources pédagogiques pour les autorités et les éducateurs des Etats membres accueillant des réfugiés et d'autres migrants, couvrant les adultes et les enfants. Un nouveau guide de référence sur l'alphabétisation et l'apprentissage d'une seconde langue pour l'intégration linguistique des migrants adultes³³ a été lancé à la fin du mois de juin 2022.
84. La RSSG encourage les autorités moldaves à utiliser pleinement les lignes directrices du CdE et les autres outils disponibles pour aider les autorités et les praticiens à renforcer l'inclusion linguistique des adultes et des enfants réfugiés d'Ukraine. Les autorités moldaves sont également encouragées à utiliser les standards et l'expertise pertinents du CdE, en particulier la Recommandation de 2022 "sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle pour la culture démocratique"³⁴.
85. La RSSG se félicite de la participation, à partir de mai 2022, de la République de Moldova au Passeport européen de qualifications pour les réfugiés³⁵ - EQPR - (voir section suivante), un outil qui peut aider les réfugiés à accéder au marché du travail et à poursuivre leurs études universitaires.

III. 4. L'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL

86. Les personnes ayant fui l'Ukraine sont autorisées à entrer sur le marché du travail sans permis spécifique, simplement avec leur numéro d'identification (voir paragraphe 40) et l'information des autorités par les employeurs. Au moment de la visite, 1 135 entités économiques avaient proposé des postes vacants à des personnes en provenance d'Ukraine et plus de 500 d'entre elles étaient officiellement employées. Les chiffres réels sont probablement un peu plus élevés car certains contrats sont de courte durée et les autorités peuvent ne pas avoir été dûment informées.
87. Le site web officiel (www.dopomoga.gov.md) fournit des informations et des conseils aux Ukrainiens pour trouver un emploi en République de Moldova, y compris des liens vers l'Agence nationale pour l'emploi.

³¹ Voir [CELV > Ressources > Soutenir l'intégration linguistique des réfugiés d'Ukraine](#) et de [Boîte à outils : Soutien linguistique pour les réfugiés \(coe.int\)](#)

³² [Page d'accueil Intégration linguistiques des migrants adultes \(coe.int\)](#)

³³ [Guide de référence sur l'alphabétisation et l'apprentissage d'une seconde langue pour l'intégration linguistique des migrants adultes \(LASLIAM\) \(coe.int\)](#)

³⁴ [Recommandation CM/Rec\(2022\)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle pour la culture démocratique \(adoptée par le Comité des Ministres le 2 février 2022\)](#)

³⁵ [Passeport européen de qualification pour les réfugiés \(EQPR\) \(coe.int\)](#)

88. L'un des défis signalés à la RSSG était la difficulté pour les personnes en provenance d'Ukraine d'ouvrir une entreprise en République de Moldova, compte tenu de leur absence de documents et des formalités administratives nécessaires à la création d'une entreprise.
89. La RSSG a souligné l'importance de l'EQPR, un outil pratique pour évaluer les qualifications et les compétences des personnes en provenance d'Ukraine. Neuf centres ont été ouverts dans le pays où les compétences personnelles des réfugiés peuvent être reconnues. La RSSG a encouragé les autorités moldaves à utiliser pleinement le système EQPR pour faciliter l'emploi ou la formation continue en République de Moldova des personnes fuyant l'Ukraine.
90. Comme la plupart des adultes qui fuient l'Ukraine et se rendent dans d'autres pays européens sont des femmes, et que la plupart d'entre elles s'occupent d'enfants et/ou de personnes âgées, il est particulièrement important qu'elles puissent avoir accès à des structures de garde d'enfants afin de pouvoir trouver un emploi - y compris dans les zones rurales. La RSSG a été informée du manque de structures de ce type, y compris pour les ressortissants moldaves (notamment l'absence de garderies pour les enfants de moins de trois ans), et elle recommande que ces besoins soient dûment pris en compte.
91. La RSSG s'est félicitée de l'accès au marché du travail offert aux personnes fuyant l'Ukraine, ce qui constitue une forme d'assistance très importante, avec l'avantage supplémentaire de contribuer à la protection des personnes en provenance d'Ukraine contre le risque de traite des êtres humains.

IV. LES PERSONNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

IV. 1. ENFANTS

92. Les enfants qui fuient la guerre et sont à la recherche de protection dans un pays étranger sont particulièrement vulnérables et ont besoin d'un soutien et d'un accompagnement spécifiques. Au moment de la visite, plus de la moitié des 80 000 personnes en provenance d'Ukraine vivant en République de Moldova étaient des enfants.
93. La RSSG a été informée que des procédures opérationnelles standard étaient en cours d'élaboration par le ministère du Travail et de la Protection sociale en ce qui concerne la protection des enfants réfugiés d'Ukraine, suite à la réglementation par la Commission pour les situations exceptionnelles en avril 2022 de la procédure d'identification, d'assistance et de suivi des enfants à risque pour l'entrée en République de Moldova en provenance d'Ukraine (par le biais d'un mécanisme de coopération intersectorielle).
94. Le HCR et l'Unicef ont mis en place sept espaces sécurisés "Point bleu", en coopération avec les autorités publiques et d'autres partenaires, afin de fournir des services aux enfants, familles et autres personnes ayant des besoins spécifiques arrivant d'Ukraine, notamment des informations essentielles, des aires de repos, de la nourriture, des fournitures hygiéniques, un soutien psychosocial, des espaces sécurisés pour les mères et les enfants, des conseils juridiques de base et des orientations vers les services locaux. Des centres "Point bleu" ont été mis en place au centre d'hébergement des réfugiés de MoldExpo et aux postes-frontières de Palanca et d'Otaci.

95. L'Unicef et le HCR, en partenariat avec des ONG en République de Moldova, ont dispensé des formations sur la protection de l'enfance et les droits des enfants. Des ONG telles que Plan International et Ave Copiii travaillent en étroite collaboration avec la police des frontières, le personnel du BMA et les autorités de tutelle en ce qui concerne l'identification de la protection des enfants et les systèmes d'orientation. Une base de données avec les enfants non accompagnés et séparés, et les enfants ayant besoin de services de protection, était en cours de développement au moment de la visite³⁶.
96. L'Avocate du Peuple pour les droits de l'Enfant a souligné la question de la documentation des enfants et la nécessité de travailler avec le gouvernement pour s'assurer que chaque enfant entrant en Moldova soit identifié, enregistré et reçoive des documents s'il n'a pas de carte d'identité. Elle a également soulevé le manque d'assistance spécialisée pour les enfants réfugiés âgés de 0 à 3 ans et la question plus large du manque de centres de loisirs et d'activités pour tous les enfants réfugiés, tout en reconnaissant que le système moldave de protection de l'enfance est surchargé pour être en mesure de répondre également aux besoins des enfants arrivant d'Ukraine, avec les ressources existantes.
97. Le 10 mars 2022, le Comité de Lanzarote du CdE a adopté une déclaration³⁷ "sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels résultant de l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine", appelant à la protection des enfants migrants et réfugiés. Le Comité de Lanzarote a également adopté une liste de contrôle³⁸ sur la protection des enfants touchés par la crise des réfugiés, qui fournit des orientations concrètes aux praticiens et aux décideurs politiques pour prévenir et protéger les enfants dans un contexte de migration. Il s'agit donc d'un outil pertinent pour soutenir les autorités confrontées à l'arrivée d'enfants, en particulier ceux qui fuient l'Ukraine. La liste de contrôle est également disponible en roumain³⁹.
98. Le 19 mai 2022, le décret gouvernemental n° 66 a créé un comité spécialisé pour la coordination et le suivi de la Convention de Lanzarote en République de Moldova. La RSSG encourage ce comité à traiter les recommandations en suspens du Comité de Lanzarote ayant pour but la protection des enfants touchés par la crise des réfugiés, en particulier en ce qui concerne l'information et les conseils pour prévenir les abus et l'exploitation sexuels, les activités de sensibilisation, les lignes d'assistance téléphonique pour les victimes et les disparitions transfrontalières d'enfants.
99. Le CdE met actuellement en œuvre un projet en République de Moldova visant à lutter contre la violence à l'égard des enfants, notamment dans le contexte des conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. À cet égard, les deux principales composantes du projet en 2022 sont : l'élaboration de lignes directrices pour le suivi des services fournis aux enfants, avec un accent particulier sur les services destinés aux enfants réfugiés, et le soutien aux ONG travaillant avec les enfants arrivant en Moldova, sous la forme de subventions pour la distribution de matériel de sensibilisation aux professionnels concernés travaillant avec les enfants réfugiés. Ces deux activités devraient être achevées avant la fin de l'année.

³⁶ Voir [Mise à jour opérationnelle régionale inter-agences - Situation des réfugiés en Ukraine – du 15 mai au 15 juin 2022](#) (disponible uniquement en anglais)

³⁷ Voir [Nécessité urgente de protéger les enfants ukrainiens en migration contre le risque d'exposition aux abus sexuels](#)

³⁸ [Fiche pratique du CdE "Protection des enfants touchés par la crise des réfugiés contre l'exploitation et les abus sexuels"](#)

³⁹ <https://rm.coe.int/lista-de-verificare-principalele-obligatii-ale-statelor-in-temeiul-con/1680a725b1> (roumain)

IV. 1.1. Enfants non accompagnés et séparés

100. Selon les autorités moldaves, entre le début de l'agression russe contre l'Ukraine et le moment de la visite, 428 enfants d'Ukraine avaient été identifiés comme non accompagnés ou séparés. La plupart d'entre eux ont toutefois été réunis par la suite avec leurs parents ou leurs proches.
101. Au début de l'agression russe, de nombreux jeunes de 14 à 18 ans seraient entrés seuls en République de Moldova, alors qu'au moment de la visite, les rapports faisant état d'enfants non accompagnés franchissant la frontière vers la République de Moldova étaient beaucoup moins nombreux. Il convient de noter que la loi ukrainienne autorise les jeunes de 16 à 18 ans à voyager hors d'Ukraine seuls et sans le consentement de leurs parents. Lorsque de tels cas sont identifiés, l'autorité de tutelle en est informée et un tuteur est désigné jusqu'à ce qu'un parent adulte soit identifié.
102. Les autorités moldaves ont informé la RSSG qu'un centre de placement pour enfants non accompagnés avait été mis en place à Cărpineni, Hâncești. Le centre était toutefois vide au moment de la visite car l'hébergement en famille était prioritaire et six enfants non accompagnés en provenance d'Ukraine avaient été hébergés en famille.
103. Les autorités moldaves ont identifié comme questions prioritaires, pour lesquelles le soutien du CdE serait le bienvenu, la formation des fonctionnaires et du personnel concernés afin de faciliter l'identification précoce des personnes vulnérables parmi celles arrivant d'Ukraine, y compris les formations pour gérer la situation des enfants non accompagnés.
104. Lors de la visite des postes frontières de Palanca, le personnel du HCR et les ONG présentes n'ont signalé aucun incident concernant les enfants non accompagnés et séparés, expliquant que les autorités de tutelle sont déployées aux différents postes frontières où elles sont activement impliquées. La RSSG a été informée que l'autorité de tutelle de Ștefan Vodă est présente 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 au poste frontière de Palanca. Au début de la crise, il y avait des cas de personnes sans papiers, mais au moment de la visite, la situation avait changé et toutes les personnes franchissant la frontière avaient des documents.
105. La RSSG rappelle qu'il est important de veiller à l'intérêt supérieur des enfants migrants et réfugiés, et attire l'attention sur les normes et orientations du CdE, telles que les recommandations du Comité de Lanzarote⁴⁰ (y compris les recommandations spécifiques adressées à la République de Moldova), le Guide sur le placement en famille d'accueil d'enfants non accompagnés ou séparés⁴¹, la Recommandation de 2019 du CdE sur la tutelle effective des enfants non accompagnés et séparés dans le contexte de la migration⁴²; et la Recommandation de 2019 du CdE sur le soutien aux jeunes réfugiés en transition vers l'âge adulte⁴³.

⁴⁰ Voir le [Conseil de l'Europe évalue les mesures prises par les Etats pour protéger les enfants en déplacement contre les abus et l'exploitation sexuels - News \(coe.int\)](https://rm.coe.int/disparitions-transfrontalieres-d-enfants-lignes-d-assistance-aux-victi/1680a62b41) et <https://rm.coe.int/disparitions-transfrontalieres-d-enfants-lignes-d-assistance-aux-victi/1680a62b41>

⁴¹ Voir le [Guide sur le placement en famille d'accueil d'enfants non accompagnés ou séparés](#).

⁴² Voir [CM Rec\(2019\)11 Guardianship FR](#)

⁴³ Voir la [page web du CdE sur le soutien aux jeunes réfugiés dans leur transition vers l'âge adulte](#) (disponible uniquement en anglais)

IV. 2. ROMS

106. La minorité rom d'Ukraine, estimée à environ 400 000 personnes, fait partie des réfugiés qui ont fui le pays après le 24 février 2022. Beaucoup d'entre eux sont arrivés en République de Moldova sans documents de voyage ou seulement avec des certificats de naissance, ce qui a créé des difficultés pour l'accès aux services. De plus, les personnes arrivant d'Ukraine avec des documents de voyage peuvent poursuivre leur trajet vers d'autres pays d'Europe et au-delà, mais celles qui n'ont pas de documents - ce qui est le cas de la plupart des Roms - ne peuvent pas le faire car elles ne sont pas en mesure de prouver leur nationalité et beaucoup d'entre elles sont de fait apatrides.
107. Des cas de ségrégation dans les centres d'hébergement ont été signalés⁴⁴ en ce qui concerne les personnes roms arrivant d'Ukraine (voir paragraphes 59 et 60). Un bâtiment universitaire précédemment fermé à Chişinău⁴⁵ a été transformé en un centre d'hébergement temporaire destiné principalement aux réfugiés roms d'Ukraine, accueillant environ 200 d'entre eux⁴⁶. Les ONG ont indiqué que les réfugiés roms d'Ukraine participaient activement à leurs activités et qu'ils avaient besoin d'une réponse adaptée à leurs besoins.
108. L'Avocat du Peuple⁴⁷ a également fait part de ses préoccupations concernant la discrimination à l'égard des Roms dans les centres de placement temporaire des personnes fuyant l'Ukraine. Il a recommandé au gouvernement de la République de Moldova et à la Commission des situations d'urgence de "prévenir et combattre la discrimination dans l'accès au logement et aux services pour les réfugiés, de lutter contre les stéréotypes et les discours de haine", par exemple par le biais de codes de conduite, de mécanismes de plainte et d'une formation à la non-discrimination pour le personnel concerné.
109. La RSSG souligne l'importance de l'égalité de traitement pour tous les réfugiés d'Ukraine et rappelle les déclarations pertinentes de la Commissaire aux droits de l'homme du CdE et de l'ECRI⁴⁸.

IV. 3. PERSONNES HANDICAPÉES

110. Il n'existe pas de données officielles sur le nombre de personnes handicapées entrées en République de Moldova depuis l'Ukraine. L'absence d'informations entrave l'évaluation correcte de leurs besoins potentiels et l'accès aux services et à l'aide appropriés, notamment aux médicaments, aux soins médicaux et aux équipements spécialisés.

⁴⁴ Centre européen des droits des Roms : <http://www.errc.org/news/segregation-and-sub-standard-living-conditions-romani-families-stuck-in-limbo-in-moldova> ; Human Rights Watch : [Romani Refugees from Ukraine Face Segregation | Human Rights Watch \(hrw.org, disponible uniquement en anglais\)](https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/24/romani-refugees-face-segregation)

⁴⁵ Le bâtiment appartenait à la Faculté des relations internationales, des sciences politiques et de l'administration publique (FRISPA).

⁴⁶ Les autorités moldaves ont expliqué que ce centre n'était pas prévu exclusivement pour des réfugiés roms et qu'il a hébergé aussi des familles avec enfants et citoyens de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan, du Turkménistan et de la Chine, entre le 2 mars et le 15 juin 2022.

⁴⁷ Avocat du Peuple (Ombudsman), Ceslav Panico, [Rapport No.1 sur le contrôle de l'observation des droits des étrangers de l'Ukraine dans le contexte de l'état d'urgence pour la période du 25 février au 30 avril 2022](https://www.ombudsman.md/fr/rapports/rapport-no-1-sur-le-contrôle-de-l'observation-des-droits-des-étrangers-de-l'ukraine-dans-le-contexte-de-l'état-d'urgence-pour-la-période-du-25-février-au-30-avril-2022) (daté du 18 mai 2022). Voir la section 2.5.1 sur l'hébergement. (disponible en anglais, roumain, ukrainien, russe)

⁴⁸ Voir [Commissaire aux droits de l'homme : Luttons contre la discrimination et les préjugés à l'encontre des Roms fuyant la guerre en Ukraine](https://www.ohchr.org/fr/instruments-and-mechanisms/communications/communications-against-discrimination) et [Déclaration de l'ECRI sur les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine](https://www.ohchr.org/fr/instruments-and-mechanisms/communications/communications-against-discrimination).

111. Une évaluation multisectorielle des besoins, incluant les aspects liés au handicap, a été menée en République de Moldova en mai 2022 par l'Unicef et REACH International⁴⁹. L'évaluation était basée sur une enquête réalisée par le biais d'entretiens en face à face avec environ 700 personnes ayant fui l'Ukraine et vivant dans des villes et villages de la République de Moldova, ainsi que dans 39 centres d'hébergement pour réfugiés.
112. Le service d'assistance téléphonique de la République de Moldova pour les personnes handicapées⁵⁰ est également utilisé par des personnes fuyant l'Ukraine. À la fin du mois de juillet 2022, 181 personnes originaires d'Ukraine avaient appelé la ligne d'assistance pour obtenir des informations, des services psychologiques ou juridiques, ou pour être orientées vers d'autres services.
113. La RSSG souligne l'importance de recueillir des données sur le nombre de personnes handicapées entrées en République de Moldova depuis l'Ukraine, afin de mieux prendre en compte leur situation et leurs besoins. Elle encourage en outre les autorités compétentes, les organisations internationales, la société civile et les autres parties prenantes à redoubler d'efforts pour apporter aux réfugiés handicapés tout le soutien nécessaire.

V. PRÉVENTION, DÉTECTION ET PROTÉCTION CONTRE LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

V. 1. VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

114. Soixante pour cent des réfugiés ukrainiens en République de Moldova sont des femmes, tandis que 50 % sont des enfants, ce qui en fait un groupe considérable ayant besoin de protection contre la violence et la traite des êtres humains.
115. La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe a souligné la vulnérabilité des femmes et des filles provenant d'Ukraine à la violence sexuelle lorsqu'elles tentent de fuir le conflit⁵¹, et a promis le soutien de l'Organisation aux Etats membres pour répondre aux besoins des réfugiés d'Ukraine.
116. En République de Moldova, ONU Femmes et d'autres agences des Nations Unies concernées coordonnent le travail sur les questions liées au genre qui touchent les personnes ayant fui l'Ukraine avec les autorités nationales et les ONG concernées, au sein d'une « Task Force » sur le genre qui se réunit régulièrement⁵² et qui comprend un Groupe de travail sur la violence fondée sur le genre. Ce dernier supervise la mobilisation des ressources pour prévenir la violence fondée sur le genre et y répondre, et a préparé des voies d'orientation et des procédures opérationnelles standard. Il a également mené des campagnes de sensibilisation et d'autres activités pour prévenir et combattre la violence fondée sur le genre.

⁴⁹ Voir [site web Situation en Ukraine - REACH & UNICEF - Multi-Sector Needs Assessment \(MSNA\) Disability](#) (disponible uniquement en anglais)

⁵⁰ La ligne d'assistance a été mise en place pour que les personnes handicapées en République de Moldova puissent accéder à des informations et à des conseils. Elle facilite également le signalement des violations des droits et des situations où la vie, la sécurité et l'intégrité des personnes handicapées sont menacées. Depuis fin février 2022, la ligne d'assistance est disponible en roumain, en russe et en ukrainien, afin que les réfugiés d'Ukraine puissent également l'utiliser. Voir <https://www.khs.org/hotline-support-service-connects-refugees-to-resources/> (disponible uniquement en anglais)

⁵¹ [Guerre en Ukraine : protéger les femmes et les filles - Salle de presse \(coe.int\)](#)

⁵² Voir [Working Group Moldova : Task Force sur le genre \(disponible uniquement en anglais\)](#)

117. Le Comité interministériel sur la violence à l'égard des femmes, dirigé par le ministère du Travail et de la Protection sociale, assure également la coordination avec le groupe de travail sur la violence fondée sur le genre qui fait partie du Mécanisme de réponse à la crise des réfugiés et comprend plus de 50 partenaires parmi les autorités nationales, les ONG et les organisations des Nations unies. Le Conseil de l'Europe participe également aux réunions de ce comité.
118. Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), en collaboration avec ses partenaires, a mis en place dix "espaces sécurisés orange" dans des centres de placement temporaire pour réfugiés en Moldova, afin d'offrir aux femmes et aux filles d'Ukraine un soutien et des conseils immédiats, ainsi qu'un point d'entrée pour accéder à des services spécialisés en matière de violence fondée sur le genre et de santé sexuelle et reproductive. En outre, l'UNFPA - en partenariat avec les ONG Homecare et Artemida - a mis en place des "Orange Safe Space" mobiles pour atteindre les communautés et s'assurer que les populations ukrainienne et moldave à travers le pays aient un accès égal à l'information, au soutien et aux services.
119. À la mi-juin 2022, 621 acteurs de première ligne avaient été formés à la prévention et à la réponse à la violence fondée sur le genre, y compris la police des frontières, les prestataires de services de santé et les bénévoles, tandis que des cartes d'orientation et des affiches sur la violence fondée sur le genre ont été produites et distribuées par l'UNFPA et le HCR pour sensibiliser la communauté des réfugiés d'Ukraine à ces risques et aux services disponibles.
120. L'UNFPA a également fourni des kits de traitement post-viol aux hôpitaux de dix districts, ainsi qu'au poste-frontière de Palanca, et était en train de former des professionnels de la santé à la gestion clinique du viol, afin de garantir une prise en charge complète des survivants de violence fondée sur le genre parmi les réfugiés⁵³.
121. Le HCR a également établi un partenariat avec l'ONG Casa Mărioarei pour aider à surveiller les risques de violence fondée sur le genre et fournir des services psychosociaux et juridiques aux femmes réfugiées dans les villes et villages de Moldova par le biais d'un réseau de mentors bénévoles formés.
122. Les ONG ont informé la RSSG que certains cas de harcèlement et d'abus sexuels avaient été enregistrés par le biais de la ligne d'assistance téléphonique mise à la disposition des femmes et des enfants réfugiés d'Ukraine. Elle a également été informée qu'aucun rapport aux autorités concernant des crimes de guerre impliquant des violences sexuelles, y compris des viols, n'a été transmis par des femmes et des enfants ayant fui l'Ukraine.
123. L'UNFPA a réalisé un audit identifiant les risques de violence fondée sur le genre suivants parmi les réfugiés en République de Moldova : agression et harcèlement sexuels, traite des êtres humains, violence entre partenaires intimes, et exploitation et abus sexuels. L'audit a permis de constater que les risques de violence fondée sur le genre augmentent dans le contexte de l'hébergement privé ou chez l'habitant, des arrangements avec des particuliers pour le transport, dans les installations d'accueil et de transit, et dans les centres d'hébergement pour réfugiés.

⁵³ Voir HCR, [Moldova Refugee Response, Inter Agency Update #11 \(20-22 avril\)](#) (disponible uniquement en anglais)

124. La République de Moldova a ratifié la Convention du CdE sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et est devenue Partie à cette convention le 1er mai 2022⁵⁴. Le chapitre VII de la convention concerne les questions de "migration et asile" telles que le statut de résidence des femmes victimes de violence, les demandes d'asile fondées sur le genre et le non-refoulement. Une publication du CdE comprend des orientations politiques et une liste de contrôle pour aider à la mise en œuvre des dispositions de la convention sur la migration et l'asile⁵⁵.
125. Le CdE met actuellement en œuvre un projet visant à soutenir la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul en République de Moldova⁵⁶ qui a été lancé en avril 2022. Le projet fournit une feuille de route pour soutenir les autorités moldaves dans leur mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, en tenant compte également de leurs instruments politiques nationaux. Les composantes du projet ont été adaptées pour tenir compte des besoins des femmes et des filles d'Ukraine séjournant en République de Moldova.
126. Un autre projet du CdE en Ukraine élabore également un manuel et une formation sensible au genre à l'intention des psychologues, des agents des lignes d'assistance téléphonique et des travailleurs sociaux afin de mieux détecter et traiter les traumatismes de guerre chez les réfugiés d'Ukraine, y compris ceux de la République de Moldova. En outre, le matériel pertinent du CdE sur le genre et la migration, actuellement en cours de traduction en roumain (ainsi qu'en hongrois, slovaque et polonais), aidera les autorités moldaves dans leur travail avec les réfugiés d'Ukraine.
127. En ce qui concerne les soins de santé sexuelle et reproductive, un accord entre l'UNFPA et la Compagnie nationale d'assurance maladie moldave garantit que les réfugiés d'Ukraine puissent accéder gratuitement aux services de soins de santé sexuelle et reproductive disponibles, notamment les soins prénatals et postnatals, l'accouchement et le traitement des infections sexuellement transmissibles, etc. L'UNFPA a distribué plus de 10 tonnes de produits de santé reproductive aux hôpitaux et cliniques du pays, ce qui permettra de répondre aux besoins de quelque 450 000 personnes, dont des réfugiés ukrainiens.
128. La RSSG souhaite attirer l'attention des autorités moldaves sur la recommandation de 2022 du CdE visant à protéger les droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile⁵⁷. La RSSG invite les autorités moldaves à effectuer une évaluation des risques liés aux logements privés afin de prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles arrivant d'Ukraine. La RSSG invite également les autorités moldaves à envisager des procédures de contrôle pour les hôtes offrant un logement privé aux réfugiés d'Ukraine.
129. En plus de la coopération déjà fournie dans le cadre des projets susmentionnés, le Conseil de l'Europe est prêt à mener d'autres activités de renforcement des capacités pour aborder la prévention et la détection de la violence à l'égard des femmes, ainsi que la protection des survivants de la violence, y compris le soutien psychologique, en coopération avec les organisations internationales et la société civile. De plus, le Conseil de l'Europe est prêt à fournir une assistance aux autorités moldaves pour mettre en œuvre la recommandation de 2022 du CdE sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile.

⁵⁴ Voir le [site web de la Convention d'Istanbul](#)

⁵⁵ Voir "[Demandes d'asile fondées sur le sexe et non-refoulement : Articles 60 et 61 de la Convention d'Istanbul](#)"

⁵⁶ Voir la [page web du projet](#) (disponible uniquement en anglais et roumain)

⁵⁷ [Recommandation CM/Rec\(2022\)17 du Comité des Ministres aux États membres sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile](#) (adoptée par le Comité des ministres le 20 mai 2022).

V.2. TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

130. Une « Task Force » sur la traite des personnes en ce qui concerne les personnes en provenance d'Ukraine a été créée en juin 2022, coprésidée par le secrétariat du Comité national de lutte contre la traite des personnes (au sein de la Chancellerie d'État), le HCR et l'OIM. Le groupe de travail comprend des agences des Nations unies et des réseaux d'ONG ayant une expertise et/ou une capacité opérationnelle en matière de lutte contre la traite. Un outil spécifique pour l'identification des victimes de la traite des êtres humains parmi l'afflux de migrants en provenance d'Ukraine a été développé.
131. La « Task Force » vise à faciliter la compilation et la diffusion d'informations et de preuves sur les risques de traite des êtres humains parmi les personnes fuyant l'Ukraine, à soutenir l'action efficace et coordonnée des partenaires et à fournir des recommandations et conseils pratiques pour identifier, prévenir et répondre aux risques et aux incidents de traite des êtres humains, en mettant l'accent sur le respect des droits des victimes et des personnes à risque.
132. Les ONG ont informé la RSSG qu'il y avait eu quelques allégations de traite d'êtres humains mais qu'aucun cas n'avait été confirmé. Elles ont indiqué que les quelques cas qui avaient été signalés faisaient l'objet d'un suivi, soulignant que ce phénomène est généralement sous-déclaré et que les campagnes de sensibilisation doivent donc se poursuivre. L'OIM a également distribué du matériel et mené des sessions de sensibilisation pour les réfugiés d'Ukraine sur la prévention de la traite des êtres humains.
133. Les ONG ont souligné le risque que la République de Moldova devienne un pays de destination, car elles estiment que le risque d'exploitation est grand dans l'économie "cachée", notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la construction, où le droit du travail n'est pas toujours appliqué. L'ONG La Strada Moldova distribue des informations sur la traite des êtres humains aux points de passage frontaliers. Elle a également lancé une campagne de sensibilisation avec le bureau du procureur et l'inspection du travail.
134. Les autorités nationales ont confirmé l'absence de cas enregistrés de traite des êtres humains parmi les réfugiés arrivant d'Ukraine et le besoin d'informations, de formation et de ressources supplémentaires pour surveiller les frontières du pays en matière de prévention et de détection de cas de traite des êtres humains. Il est également nécessaire de renforcer les capacités des personnes intervenant en première ligne afin qu'elles puissent mieux détecter et identifier les cas de traite. La sensibilisation et l'information au niveau local doivent également être renforcées, notamment pour surveiller la situation et détecter les cas de traite des êtres humains parmi les réfugiés vivant dans des logements privés ou des centres de réfugiés.
135. Le CdE est prêt à assurer le renforcement des capacités sur les questions susmentionnées, y compris en coopération avec des organisations internationales, et en particulier avec le HCR. Le cours HELP en ligne du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains est également disponible en roumain⁵⁸. Une nouvelle recommandation du CdE sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, ainsi que son exposé des motifs, devraient être adoptés⁵⁹ par le Comité des ministres⁶⁰.

⁵⁸ Voir sur [HELP du Conseil de l'Europe](#).

⁵⁹ La recommandation a été adoptée le jour de la publication de ce rapport: le 27 septembre 2022.

⁶⁰ Voir [Traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail \(DH-TET\)](#) et la [Note d'orientation du GRETA sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail](#).

136. La RSSG invite les autorités et les partenaires concernés à utiliser les normes et les outils du CdE sur cette question, en application de la Convention du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains, à laquelle la République de Moldova est État partie, ainsi que ceux préparés par son organe de suivi, le GRETA. En particulier, la Note d'orientation⁶¹ sur " la réponse aux risques de traite des êtres humains liés à la guerre en Ukraine et la crise humanitaire qui en découle " (4 mai 2022).

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

137. La RSSG reconnaît et apprécie les efforts remarquables déployés par les autorités moldaves, au niveau national et local, en coordination avec les organisations internationales et la société civile, pour accueillir, soutenir et protéger les personnes fuyant l'Ukraine, qu'elles soient en transit vers d'autres destinations, ou qu'elles décident de rester en République de Moldova.
138. L'afflux important de personnes fuyant l'Ukraine qui sont entrées en République de Moldova a provoqué de nombreux défis imprévus et sans précédent - notamment car le pays a dû répondre aux besoins des réfugiés d'Ukraine avec les ressources humaines et financières limitées à disposition. Des mesures durables sont désormais nécessaires pour répondre aux besoins de ceux qui décident de rester en République de Moldova, en tenant également compte des besoins des populations locales, et en soutenant les autorités nationales.
139. Le présent rapport n'a pas pour but de dresser un tableau complet de la situation des personnes quittant l'Ukraine et transitant ou séjournant en République de Moldova, ni de fournir une analyse exhaustive de toutes les considérations juridiques et stratégiques pertinentes dans le pays. Son objectif principal est d'identifier les domaines clés dans lesquels le Conseil de l'Europe peut apporter son aide, à la demande des autorités de la République de Moldova, pour relever certains défis et répondre à des besoins, conformément au mandat de l'Organisation.
140. À l'initiative de la RSSG et des autorités moldaves, et avec le soutien des entités concernées du Conseil de l'Europe, le projet "Renforcer la protection des droits de l'homme des réfugiés et des migrants en République de Moldova" sera lancé à l'automne 2022. Ce projet vise à fournir un soutien sur mesure pour répondre aux besoins des réfugiés et des migrants, à la lumière des besoins identifiés lors de la visite de la RSSG, ainsi qu'à développer des systèmes de migration, d'asile et d'accueil résilients sur le long terme. L'un des volets de ce projet consistera à renforcer les capacités des autorités nationales, du pouvoir judiciaire, des professionnels du droit, travailleurs sociaux et autres parties prenantes à répondre efficacement aux besoins des réfugiés et des migrants. De plus, un certain nombre de projets et d'activités de coopération pertinents du CdE sont déjà en cours en République de Moldova, comme mentionné tout au long de ce rapport.
141. Dans le cadre du Plan d'action du CdE sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe (2021-2025) et en étroite coopération avec les organisations internationales et d'autres partenaires, un savoir-faire et une expertise supplémentaires peuvent être mobilisés pour fournir un soutien technique sur mesure aux entités compétentes chargées d'assurer la protection, l'accès aux services et l'intégration des personnes fuyant l'Ukraine.

⁶¹ [Note d'orientation sur la réponse aux risques de traite des êtres humains liés à la guerre en Ukraine et la crise humanitaire qui en découle](#) (4 mai 2022). Voir également la Note d'orientation du GRETA [sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation par le travail](#) (2020) et [Note d'orientation sur le droit des victimes de la traite, et des personnes risquant d'être victimes de la traite, à une protection internationale](#) (2020).

142. Le Conseil de l'Europe suggère les 10 actions suivantes :

1. Soutenir les autorités nationales pour qu'elles adoptent un cadre juridique spécifique sur le statut et la protection des réfugiés d'Ukraine (couvrant à la fois les Ukrainiens et les ressortissants de pays tiers qui résidaient en Ukraine avant d'arriver en République de Moldova), qui traite de leur accès aux services pertinents.
2. Renforcer et soutenir la capacité des autorités locales à fournir aux réfugiés et aux populations locales un accès à des services pertinents et sensibles à la dimension de genre à court, moyen et long terme.
3. Soutenir les autorités nationales et toutes les parties prenantes concernées dans l'identification précoce des personnes en situation de vulnérabilité arrivant d'Ukraine, notamment par le biais de formations et d'orientations politiques efficaces.
4. Soutenir les autorités nationales dans le suivi de la situation et des besoins des adultes et des enfants réfugiés d'Ukraine, y compris ceux qui vivent dans des logements privés et dans des centres d'hébergement, et évaluer leur vulnérabilité à la violence, aux abus, à l'exploitation et à la traite des êtres humains, conformément aux standards du CdE et autres normes et outils internationaux pertinents.
5. Soutenir les autorités compétentes, les institutions et les parties prenantes concernées en ce qui concerne la protection des enfants non accompagnés et séparés arrivant d'Ukraine, y compris la formation des fonctionnaires et autres personnels en contact avec les enfants réfugiés.
6. Faciliter la mise en place d'un soutien linguistique pour les adultes et les enfants à travers l'utilisation de lignes directrices et d'outils pertinents et l'organisation de formations pour les éducateurs.
7. Soutenir les autorités compétentes dans la mise en place d'un système éducatif inclusif afin qu'il puisse intégrer durablement les enfants arrivant d'Ukraine avec les enfants locaux.
8. Soutenir les autorités compétentes dans la mise en œuvre du passeport européen de qualification pour les réfugiés (EQPR) afin de faciliter l'accès au marché du travail et à la formation continue pour tous les réfugiés, et en particulier pour ceux qui fuient l'Ukraine.
9. Soutenir toutes les parties prenantes fournissant une assistance psychologique aux personnes fuyant l'Ukraine, notamment par la formation de psychologues, de travailleurs sociaux et d'autres professionnels en première ligne, afin de mieux détecter et traiter les traumatismes de guerre chez les réfugiés d'Ukraine.
10. Aider les autorités compétentes à prévenir et à détecter les cas de traite des êtres humains et de violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes, ainsi qu'à protéger les victimes, notamment par des formations tenant compte de la dimension de genre et conformément aux normes et orientations du Conseil de l'Europe, en coordination avec d'autres organisations internationales telles que le HCR.

ANNEXE : PROGRAMME DE LA VISITE

Lundi 13 juin

- 08:30 – 10:00** Rencontre avec les ONG : Concordia, La Strada, le Centre de Charité pour les Réfugiés, le Centre National pour la prévention des abus sur les enfants et Caritas
- 10:05 – 11:00** Réunion avec Mme Jana Costachi, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires Intérieures
- 11:20 – 12:50** Réunion conjointe avec M. Ion Prisăcaru, Secrétaire d'Etat, Ministère de la Santé et M. Tudor Mancaș, Secrétaire Général, Ministère du Travail et de la Protection sociale
- 14:00 – 14:45** Réunion avec M. Ruslan Bolbocean, Secrétaire d'État, Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne
- 14:50 – 15:35** Réunion avec M. Eduard Serbenco, Secrétaire d'Etat, Ministère de la Justice
- 15:45 – 16:30** Réunion avec M. Anatolie Topală, Ministre de l'Éducation et de la Recherche
- 16:30 – 17:15** Réunion conjointe avec M. Dumitru Udrea, Secrétaire général de la Chancellerie d'État et le colonel Adrian Efros, chef du Centre de gestion des crises.
- 17:30 – 18:15** Réunion conjointe avec M. Ceslav Panico, l'Avocat du Peuple (Ombudsman) et Mme Maia Bănărescu, l'Avocate du Peuple pour les droits des enfants

Mardi 14 juin

- 10:30 – 12:30** Visite du point de passage frontalier de Palanca (accompagné de Mme Jana Costachi, Secrétaire d'État, Ministère des Affaires Intérieures)
- 16:30 – 18:00** Visite du centre d'hébergement pour réfugiés de MoldExpo (accompagné de M. Tudor Mancaș, Secrétaire général, Ministère du Travail et de la Protection sociale)
- 18:30 – 20:00** Réunion avec les organisations internationales : HCR, UNICEF et ICMPD

Mercredi 15 juin

- 08.30 – 09.30** Lancement du séminaire "*Soutien psychologique aux réfugiés : Renforcer les capacités professionnelles*"
- 10.45 – 12.00** Réunion avec M. Srđan Stojanović, chef de bureau, Direction Générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire (ECHO), Commission européenne